

# Une lettre de M. Etienne Gilson

Par ÉTIENNE GILSON, Le Monde, 22 février 1951

M. Etienne Gilson a adressé au directeur du Monde la lettre suivante :

Toronto, 15 février 1951. Monsieur le directeur,

Une campagne de presse déclenchée contre moi dans un hebdomadaire catholique des États-Unis vient d'atteindre la France. Des amis s'en inquiètent ; je crains que certains ne doutent, et je vous serais reconnaissant de m'autoriser à préciser quelques points de fait.

J'ai demandé ma retraite du Collège de France après plus de quarante-trois ans de services dans l'enseignement public. Cela, je pense, ne devrait appeler aucune explication. Je suis venu cette année au Canada, comme j'y suis venu chaque année depuis plus de vingt ans, c'est-à-dire avant même que je fusse au Collège de France. Si je n'y étais pas venu cette année on aurait pu se demander pourquoi ; mais que j'y sois venu comme d'habitude n'appelle aucun commentaire. Je continue de faire ce que j'ai fait depuis 1926. C'est tout.

Un excité américain m'accuse d'avoir prêché l'évangile du défaitisme dans une université des États-Unis. En fait, invité par cette université, j'y ai fait quatre leçons sur Duns Scot, qui n'a jamais parlé de ce cinquième évangile, après quoi je suis parti, et, là encore, c'est tout. Jamais de ma vie je n'ai fait aux États-Unis aucune conférence, causerie ou déclaration politique quelconque. J'ai le respect absolu de mes hôtes, et je mets mon accusateur au défi de prétendre qu'il m'ait entendu tenir, soit en public, soit en privé, aucun des propos invraisemblables qu'il me prête. Il n'osera pas le prétendre parce qu'il est notoire en son pays que ce n'est pas vrai.

La raison de cette attaque est un fanatisme politique nourri de sentiments religieux mal placés. J'ai sous les yeux la preuve écrite et l'aveu formel, signé et daté, du motif de cette publication. Si ce que j'en dis n'est pas exact il sera facile à l'auteur de cet aveu de me mettre en demeure d'en publier le texte. La raison de cette lettre ouverte est l'intérêt supérieur de la politique étrangère américaine à l'heure critique entre toutes où elle fut publiée. En me reportant aux dates Je constate que la haute direction de la politique étrangère américaine aux Nations unies se heurtait en effet alors à quelques difficultés du côté de la Corée. Je le regrette, mais c'était sans rapport avec Duns Scot, et je n'en ai parlé à personne, pas plus que personne ne m'en a parlé.

Comme tout ce qui arrive a un sens, il faut que même cette histoire de fous en ait un. J'avais écrit dans le Monde certains articles que ces messieurs de New-York n'ont jamais lus, mais dont, m'assurent-ils, ils avaient entendu parler. D'après ce qu' " on " leur en avait dit, je devais avoir dit ce qu'ils m'ont fait dire. Donc je l'avais dit, et puisque ce que je ne pouvais pas ne pas avoir dit compromettrait le succès de la haute politique étrangère des États-Unis à Lake-Success (!) la raison d'État commandait de m'exécuter. Reconnaissons qu'il était temps. Une leçon de plus sur Duns Scot et la Chine n'eût pas été dénoncée comme agresseur ! Voilà les

billevesées que propage certaine presse parisienne sur la foi d'un hebdomadaire américain qui fut en 1939-1940 le champion obstiné de la neutralité américaine et mène encore campagne contre l'impérialisme français en Indochine. Naturellement ! Puisqu'il n'y a plus qu'une seule politique étrangère, pourquoi gâcher en Indochine de bonnes troupes qui seraient si utiles en Corée ? C'est toute la question.

Ces messieurs tiennent Lake-Success pour le soldat de Dieu en guerre contre la communisme. Au risque de redoubler leur fureur, je maintiens ce que j'ai toujours dit : la politique atlantique s'est jusqu'ici trompée sur sa fin et sur ses moyens.

Sa fin n'est pas la destruction du communisme dans le monde, mais celle de l'impérialisme mondial de Moscou. La dernière guerre n'a pas détruit le nazisme, elle a détruit l'impérialisme allemand de Hitler en alliant contre lui Londres, Moscou et Washington. L'alliance atlantique ne peut se proposer de détruire le communisme. Dans les pays où de libres élections porteraient un gouvernement communiste au pouvoir, en vertu de quels principes " démocratiques " les alliés pourraient-ils s'y opposer ? Cette confusion est dangereuse. J'ai sous les yeux deux journaux américains de la même date : l'un, quotidien politique de l'Est, préconise les mesures à prendre pour aider Tito ; l'autre, hebdomadaire religieux du Moyen-Ouest, proteste contre tout secours porté à cet ennemi de l'Église. Tout deux ont raison, mais ils ne peuvent avoir raison à la fois. Il est regrettable, surtout pour un catholique, que les deux causes ne coïncident pas, mais c'est ainsi. Si les catholiques excluent Tito de l'alliance parce qu'il est communiste, pendant que les protestants en excluent Franco parce qu'il est catholique et que les républicains en excluent les Allemands parce qu'ils sont nazis, qui profitera de ce jeu ? La politique de l'alliance atlantique ne peut avoir qu'une seule fin : rallier tous les peuples, même communistes, et tous les communistes de tous les peuples, autour de la seule cause qui leur soit réellement commune : la défaite de l'impérialisme mondial de Moscou.

Pour avoir confondu les fins on s'est trompé sur les moyens. On a choisi ceux qui eussent convenu à une alliance anticommuniste, alors qu'il ne pouvait s'agir que d'une alliance contre l'impérialisme russe en vue de rétablir la liberté des peuples, condition non suffisante mais nécessaire de toutes les autres libertés religieuses, intellectuelles, civiques et nationales. C'est ce que désirait Moscou. Posez l'équation : communisme égale Moscou, vous jetez tous les communistes du monde dans l'alliance militaire russe. Lake-Success peut se flatter d'avoir réussi l'opération en Chine. Certains, dont le zèle est extrême, pensent que s'il en est ainsi autant vaut ne rien faire. Pour eux c'est la guerre contre les communistes, ou rien. Qu'y pouvons-nous ? Si par leur politique incohérente ils rassemblent autour de Moscou un camp de neuf cents millions de communistes ils auront travaillé à l'asservissement national et politique du monde, par le triomphe universel d'un communisme qui n'est même pas le marxisme, mais un simple instrument de l'impérialisme moscovite. Ils auront tout perdu pour avoir voulu tout gagner.

J'ai cessé d'écrire lorsque, las de parler dans le désert, j'ai pensé que les faits se chargeraient bientôt de trancher le débat. C'est parce que ce jour est venu que, pris de panique, ces Messieurs deviennent franchement mauvais. Nous ne les aiderons pas à charger les autres de leurs propres responsabilités. J'ai toujours dit qu'il fallait réarmer la France, le plus possible, et le plus vite possible. J'ai ajouté que pour le faire il fallait gagner du temps, et j'ai précisé

contesté que " faire peur " à la Russie fût le bon moyen d'en gagner. Les États-Unis peuvent, sans risque fatal, entrer en guerre avant d'y être prêts. Nous ne le pouvons pas ; notre position géographique ne nous permet de livrer qu'une bataille, et nous ne pouvons nous permettre de la perdre. C'est quand une bête a peur qu'elle attaque ; il ne faut pas faire peur en proclamant qu'on va réarmer, mais ne pas faire peur afin de gagner le temps de réarmer. Que fait-on ? Christophe Hollis, un parlementaire britannique, l'écrit dans *Ensign* du 10 de ce mois : " Nous nous disons mutuellement que, dans deux ans, nous aurons rendu notre armée efficace ; mais s'il en est ainsi pourquoi les Soviétiques attendraient-ils deux ans ? " C'est une question très simple, que j'ai posée depuis longtemps, mais à laquelle je ne vois pas qu'on ait encore répondu.

Les insultes sont pour ceux qui en usent le substitut des raisons qui leur manquent. Quand une faillite se produit, ceux qui l'ont annoncée n'en sont pas responsables. Si un capitaine qui met le cap sur un récif traite de naufrageurs les passagers qui l'en avertissent son injure se trompe d'adresse. Nous n'avons pas encore fait naufrage, mais si le pilote de *Lake-Success* ne redresse pas immédiatement sa course le désastre est inévitable. Les seuls responsables seront ceux qui nous y auront conduits.

Veillez agréer, monsieur le directeur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

## Qui succédera à M. Etienne Gilson au Collège de France ?

Le Monde, 22 février 1951

M. Etienne Gilson ayant été admis à faire valoir ses droits à la retraite, ses anciens collègues du Collège de France vont avoir à faire choix d'un nouveau professeur. Ils en discuteront le 1er mars lors de leur assemblée générale.

M. Etienne Gilson occupait la chaire d'histoire de la philosophie médiévale, mais il n'est pas certain que cet enseignement soit poursuivi. Au Collège de France en effet les chaires sont personnelles. Le titulaire est choisi pour un enseignement ; lorsqu'il quitte le Collège la question se pose toujours de savoir si cet enseignement sera continué ou si sa chaire sera transformée. C'est l'assemblée générale des professeurs qui en décide.

Ce point fixé, les candidatures sont admises, et un nouveau vote intervient. Deux noms sont retenus, l'un en première, l'autre en seconde ligne, et soumis à l'agrément du ministre de l'éducation nationale, qui prend avis de l'académie compétente.

Il est encore trop tôt pour prévoir qui succédera à M. Etienne Gilson. Nous croyons savoir que M. Jacques Maritain à qui des amis avaient suggéré de faire acte de candidat s'est récusé. Il atteindra en effet d'ici quelques mois l'âge fixé pour admission à la retraite des professeurs au Collège de France, et il estime qu'il ne pourrait y enseigner assez longtemps.

Quant à M. Etienne Gilson, il n'aura pas droit au titre de " professeur honoraire ", Ses anciens collègues ont en effet décidé de ne pas solliciter pour lui l'honorariat. Le fait est exact, mais il

a été entouré de tels commentaires que nous ne jugeons pas inutile, après enquête, d'apporter quelques précisions.

Premier point ; contrairement à ce qui a été imprimé M. Etienne Gilson n'a pas " démissionné " du Collège de France ; il a demandé à faire valoir ses droits à la retraite. Ces droits sont absolus pour un professeur âgé de plus de soixante ans (M. Gilson est né le 13 juin 1884) et ayant trente ans de service. Le ministre peut prier l'intéressé de reconsidérer sa décision ; il ne peut refuser la demande. Celle de M. Gilson a été normalement transmise au ministre par la voie hiérarchique, c'est-à-dire par l'intermédiaire de l'administration du Collège de France. La requête a été acceptée de plein droit et l'arrêté publié au Journal officiel du 11 janvier dernier.

Trente-deux professeurs étaient présents le 11 février dernier lorsque l'administrateur du Collège de France informa officiellement ses collègues de la décision ministérielle. Il rappela que la coutume était d'accorder l'honorariat aux titulaires de chaire qui quittaient le Collège. Un professeur intervint et souleva une question de procédure : convenait-il de voter immédiatement ou d'attendre que le successeur de M. Gilson eût été désigné ?

Il fut finalement admis que l'on pouvait immédiatement procéder au scrutin. La majorité requise étant de 17, 16 voix se prononcèrent pour l'honorariat, 9 contre et 7 bulletins furent remis marqués d'une croix. Aucun commentaire n'avait précédé le vote, aucun ne le suivit. Tout au plus certains professeurs, voyant que l'honorariat ne serait pas accordé à M. Gilson, regrettèrent une décision que l'on croit sans précédent.

## Correspondance

Par WALDEMAR CURIAN, LM 5 mars 1951

Voici la lettre de M. Gurian :

Monsieur le directeur,

M. Gilson a publié dans le Monde du 22 février un long texte qui me met directement en cause, quoiqu'il ne me cite pas nommément, en attaquant la lettre ouverte que je lui avais adressée dans la revue Commonweal, de New-York, (15 décembre) et qui a été reproduite dans le Figaro littéraire.

Cette communication de M. Gilson contient un certain nombre d'affirmations inexactes. Je vous serai donc reconnaissant, monsieur le directeur, de bien vouloir insérer les précisions suivantes :

1o M. Gilson écrit :

" Je mets mon accusateur au défi de prétendre qu'il m'ait entendu tenir soit en public, soit en privé, aucun des propos invraisemblables qu'il me prête. "

M. Gilson noie le poisson comme vous dites en français. Le problème n'est pas de savoir si j'ai entendu personnellement les propos qu'il a tenus, mais de savoir s'il les a réellement tenus. J'affirme que tous les propos qui lui sont prêtés dans ma lettre ont été tenus devant des témoins dignes de foi et dans une forme qui les rendait de domaine public.

M. Gilson nierait-il par ailleurs qu'il ait accusé un publiciste français très connu, attendu pour une conférence à l'université Notre-Dame, d'avoir été payé par les Américains ? Nierait-il enfin qu'il ait déclaré ne pas vouloir rentrer en France car il considérait comme insupportable d'avoir à vivre sous le joug de l'occupant soviétique ?

2o Je ne comprends pas l'allusion à la lettre des " messieurs de New-York ", qui auraient informé M. Gilson des motifs de mon article. Celui-ci a été envoyé par mes soins au Commonweal sans aucun accord ni aucune consultation préalable. Le Commonweal l'a accepté comme tel et comme il aurait accepté un article ou une communication de M. Gilson.

C'est une affirmation hautement fantaisiste que d'attribuer à mon modeste article une relation quelconque avec la " haute politique " étrangère des États-Unis. J'éprouve même quelque embarras à relater que le département d'État, s'il a eu connaissance de mon article, a dû être aussi surpris que M. Gilson lui-même. C'est de ma propre initiative que j'ai écrit pour contrecarrer les effets des propos de M. Gilson, désastreux pour le prestige de la France aux États-Unis.

3o Je laisse les lecteurs français et américains de M. Gilson juger si ses articles dans le Monde et son rejet du pacte atlantique ont, comme il le déclare aujourd'hui, poussé à une alliance contre l'impérialisme russe ou s'ils ont, contre sa volonté, je l'espère, contribué à augmenter un sentiment défaitiste en donnant à croire qu'il est impossible de résister à une attaque russe.

4o Je suis pleinement d'accord avec M. Gilson quand il dit que tout doit être fait pour éviter une guerre, sans faire des concessions à l'expansionnisme russe. Mais je demande à M. Gilson de bien vouloir faire la preuve que j'ai pu, soit oralement, soit par écrit, demander une guerre sainte contre l'U.R.S.S. Quels sont les catholiques américains qui ont recommandé une telle guerre ? Je crains que ces catholiques n'existent seulement que dans l'imagination de M. Gilson. Mais si M. Gilson peut prouver leur existence, je suis tout prêt à protester publiquement contre leur attitude absurde et néfaste.

5o Chacun connaît le grand prestige dont M. Gilson jouit en tant que philosophe aussi aux États-Unis. Profitant de ce renom, certains milieux se sont servis des propos et des articles de M. Gilson pour saper la confiance que les États-Unis placent en la France. C'était pour mettre fin à cette utilisation malheureuse que j'ai écrit ma lettre au Commonweal. Tout en admirant M. Gilson comme savant, je pense avec M. Mauriac qu'il est regrettable qu'il soit descendu dans l'arène journalistique.

Je regrette vivement que ma lettre ait pu, contrairement à mes intentions, fournir matière à des campagnes personnelles contre M. Gilson comme membre de l'Académie française et, jusqu'aux derniers temps, du Collège de France.

Veillez croire. Monsieur le directeur, etc.

# M. Etienne Gilson répond à M. Waldemar Gurian

Par Etienne Gilson de l'Académie française, LM, 8 mars 1951

Nous avons reçu de M. Etienne Gilson la lettre suivante en réponse à celle de M. Waldemar Gurian publiée dans le Mandé des 4-5 mars :

1o Le professeur W. Gurian reconnaît enfin publiquement qu'il ne m'a entendu tenir aucun des propos qu'il m'attribue ; mais il affirme qu'il a des témoins ; J'attends que ces témoins se présentent eux-mêmes et prennent publiquement la responsabilité de leur témoignage. Nous le discuterons s'il y a lieu ; jusqu'à présent il n'existe pas ;

2o J'ai parlé du motif que les " messieurs de New-York " ont invoqué pour justifier la publication de cet article. Mis en demeure de publier ce témoignage, je le fais. Pur lettre du 2 février 1951, l'éditeur de l'hebdomadaire Commonweal m'écrivait de New-York : " Je vous assure que les grandes choses qui étaient en jeu à ce moment - la direction de la politique étrangère américaine en une heure des plus critiques - sont ce qui a motivé notre publication de cette lettre. Elle semblait s'accorder si bien avec ce que nous avons entendu dire (what we had heard of) de vos articles et déclarations publiques en France que nous n'avons pas vu comment vous en pourriez prendre ombrage. " Si le professeur Gurian juge cette assertion " hautement fantaisiste ", qu'il s'arrange avec son éditeur ;

3o Je nie expressément avoir " accusé un publiciste français très connu d'avoir été payé par les Américains ". Pi je ne me trompe sur ce publiciste je viens d'apprendre par le professeur Gurian qu'il avait fait une conférence à Notre-Dame. Je n'y vois aucune objection. J'en ai fait, moi-même quatre, et j'ai été payé par les Américaine. Je suis le seul des deux à n'avoir pas parlé de politique, et c'est tout ;

4o Je nie absolument avoir déclaré ne pas vouloir rentrer en France soit parce que je considérerais comme insupportable de vivre sous le joug soviétique, soit pour toute autre raison. J'ai dit que j'avais demandé ma mise à la retraite du Collège de France pour consacrer mes dernières années d'enseignement à l'institut d'études médiévales de Toronto. Il est vrai que je ne retournerai plus au Collège de France, puisque je suis à la retraite, mais le Collège de France n'est pas toute la France ; ne pas retourner au Collège de France n'est pas ne pas retourner en France. La maison où je prendrai ma retraite s'y trouve et, si cela vous intéresse, cent personnes vous diront où elle est ;

5o Puisque vous me reprochez de " noyer le poisson " vous m'excuserez d'être précis. L'important, comme vous le dites si bien, est de savoir si j'ai tenu ces propos ou non : mais il est important aussi de savoir que vous avez trompé tout le monde. D'abord l'éditeur de Commonweal, en lui faisant croire que j'avais tenu des propos politiques publics. " Je vois, m'écrivait-il le 19 février, que The Commonweal a commis une erreur de jugement en supposant que vos commentaires sur l'Europe ont été exprimés en public et non dans le privé, et ceci je le regrette profondément et je m'en excuse. " Tout le monde l'a cru en vous lisant, et le responsable n'est pas votre éditeur, c'est vous. Vous avez en outre trompé vos lecteurs

en prétendant que je vous avais dit quoi que ce soit, puisque vous n'étiez pas là pour m'entendre. Vous avez enfin trompé tout le monde en m'attribuant des propos que je n'ai pas tenus, ni quant à la forme ni quant au sens, et que vous-même êtes incapable de répéter deux fois dans les mêmes termes. Vous en avez trois fois menti, et j'ajoute que vous étiez le dernier homme à avoir droit de parler de ces choses. Mon pays n'est pas " sous le joug soviétique le vôtre l'est. Vous êtes né Russe, à Saint-Pétersbourg, d'où vous vous êtes une première fois réfugié en Allemagne, précisément pour fuir le joug soviétique ; de là, après y avoir terminé vos études, vous vous êtes réfugié une deuxième fois en Amérique pour fuir le joug hitlérien. Aujourd'hui c'est des grasses plaines de l'Indiana que vous pratiquez le sport sans risques de la télé-résistance. Je ne vous en fais pas reproche, mais vous aviez d'excellentes raisons personnelles de vous taire : quand vous aurez fini le travail qu'il vous reste à faire entre Riga et Vladivostok vous aurez le droit de parler ;

6o Le professeur Gurian me demande de faire la preuve que soit oralement, soit par écrit, il a demandé la guerre sainte contre la Russie ; mais lui-même vient de la faire ! Il sait très bien quel journal américain a commencé cette campagne ; comment elle a été aussitôt supprimée, avec une parfaite sagesse, par l'autorité compétente, sans que, bien entendu, l'état d'esprit dont elle procédait ait cessé d'exister. Lui-même est catholique ; le journal qui a publié son article est catholique ; le second hebdomadaire américain qui l'a approuvé est catholique ; le Rheinischer Kurier, qui l'a reproduit en zone française d'Allemagne, est catholique ; François Mauriac, qui l'a fait ou laissé reproduire en France dans son journal, est catholique. L'Église, bien entendu, n'a rien à voir en cette histoire, et nos misères ne sont pas les siennes, mais si vous me demandez de prouver que ces catholiques existent ailleurs que dans mon imagination regardez-vous vous-même ! Je suis trop vieux dans l'Église pour me tromper sur le sens de ces histoires, mais que celle-ci soit d'un bout à l'autre une histoire de " catholiques ", ce n'est pas un rêve ; ce n'est malheureusement pas même un cauchemar, c'est un fait évident ;

7o Vous êtes intervenu, dites-vous enfin, parce que mes propos et mes articles sapaient " la confiance que les États-Unis placent en la France ". Vous m'attribuez une importance que je n'ai pas et vous vous trompez ici encore sur un point important : vous n'êtes pas les États-Unis, et c'est heureux pour les bonnes relations de nos deux pays. J'ai enseigné dans votre université dix ans avant que vous y fussiez professeur ; j'étais titulaire d'une chaire aux États-Unis alors que vous veniez à peine d'y chercher refuge ; il y a plus de quinze ans qu'on m'a demandé de m'y fixer soit en Californie, soit en Nouvelle-Angleterre ; jamais jusqu'à vous je n'y ai rencontré personne qui vous ressemblât si peu que ce soit. Il y a exactement vingt-quatre ans que j'ai fait mon premier cours dans une université américaine ; j'ai entendu en Amérique beaucoup de choses au sujet de la France ; elles n'étaient pas toujours plaisantes, mais elles étaient honnêtes et sincères, et jamais au cours de ces vingt-quatre années personne ne s'est étonné que je répondisse aux questions qu'on me posait. En France même je n'ai jamais parlé de la politique américaine que pour ses répercussions possibles sur celle de la France, et je ne l'ai jamais fait sans m'appuyer sur le témoignage direct et cité de la grande presse américaine. J'attends encore que vous fassiez de même, monsieur le professeur. Vous vous en garderez bien, et je ne vous dirai pas pourquoi, mais je vais vous le faire dire par un autre sous la forme la plus impersonnelle que je puisse imaginer.

Dans le Macleans Magazine du 15 février 1951 un publiciste que tout le monde ici respecte, M. Nicholas Ignatieff, faisait cette remarque tout objective : " D'autre part Ottawa s'inquiète

d'une tendance croissante, chez les Américains eux-mêmes, à regarder toute critique ou simplement toute hésitation comme l'acte d'un ennemi ou d'un traître. " Je ne sais ce qu'en pense Ottawa, dont je n'attends que la permission de continuer pendant deux ou trois ans le travail que je poursuis au Canada depuis plus de vingt années. Quelque profondes que soient mes attaches personnelles en ce pays, dont je suis l'hôte de longue date, il ne m'a pas fait oublier ma patrie comme vous avez oublié la vôtre. Je souhaite simplement que la liberté de discuter objectivement la politique dite atlantique, dont de plus grands que vous usent si largement aux États-Unis, reste aussi entière à Paris qu'elle l'est à Ottawa.

## L'affaire Gilson

Par HUBERT BEUVE-MERY, LM, 10 mars 1951

Sauf fait nouveau, l'affaire Gilson paraît close, à la confusion des accusateurs. Le Monde a donné assez de place, en dépit des circonstances intérieures et extérieures, aux répliques et aux dupliques pour qu'il n'y ait pas lieu de revenir longuement sur les arguments échangés. Jusqu'ici un fait seul est patent : toute l'affaire repose sur la dénonciation unique d'un pseudo-témoin qui, de son propre aveu, n'a personnellement rien vu, rien entendu, et s'est borné à rapporter des propos privés qui lui avaient été à lui-même rapportés sans que l'on sache encore le nom d'un seul de ces rapporteurs. Même aux États-Unis il ne semble pas que la fameuse commission d'enquête sur les activités antiaméricaines ou jamais été aussi loin.

Mais nous sommes en France, et c'est là qu'est pour nous l'aspect le plus affligeant de cette affaire. On peut ne pas éprouver beaucoup de sympathie pour un compatriote ou un collègue. Chacun est en droit de discuter, et à l'occasion durement, d'idées émises publiquement. Mais personne n'a le droit de se livrer à une sorte d'assassinat moral contre un nomma dont les idées paraissent gênantes et ne peuvent, elles, être assassinées. De surcroît il serait assez normal que des savants eussent le goût de la rigueur scientifique, et des catholiques celui de la charité chrétienne. Quand ont commencé à circuler à propos d'Etienne Gilson d'effarantes nouvelles un minimum de réserve s'imposait aux ennemis comme aux amis. On pouvait s'assurer que cet ancien sénateur, membre de l'Académie française et, il y a peu, professeur au Collège de France" était bien parti pour le Canada non plus pour la durée de son enseignement habituel et comme il le faisait depuis vingt-cinq ans, mais sans esprit de retour. Dans ce dernier cas on pouvait certes blâmer l'attitude d'un homme qui avait accepté de jouer depuis la libération un rôle public et devait ainsi se sentir plus étroitement lié. On pouvait aussi admettre qu'un professeur durement frappé dans ses affections familiales, et jugeant peut-être que son action politique était désormais dépourvue d'efficacité, avait le droit de renoncer à cette action et de poursuivre en pays ami ses travaux intellectuels. L'affaire en tout cas ne devenait sérieuse que si le " fuyard ", le " déserteur ", le " traître ", se désolidarisait ouvertement de ses compatriotes en les abandonnant d'un cœur plus ou moins léger au feu du ciel. Mais elle ne pouvait alors se fonder sur des boutades ou des ragots de convives. Elle appelait les plus minutieuses vérifications.

L'incroyable hypothèse a pourtant été, aussitôt émise, adoptée, chuchotée, publiée, gonflée, pour s'épanouir enfin dans un étonnant concert de réprobations haineuses. On a pu voir entre autres, dans un hebdomadaire politique, le propre parrain d'Etienne Gilson à l'Académie française se livrer contre lui à des attaques d'une violence extrême, comme s'il voulait se faire

pardonne les éloges qu'il avait lui-même, sous la Coupole, prodigués au récipiendaire : " Aujourd'hui M. Gilson n'est plus Français, M. Gilson s'est exclu de la communauté française. Le Collège de France s'est honoré en refusant l'honorariat à un citoyen qui n'est plus Français. L'Académie devrait l'exclure. " Et de mettre dans la propre bouche de l'accusé (n'est-ce pas là une des meilleures méthodes moscovites ?)... les propos mêmes de l'un de ses accusateurs.

Auparavant l'évocation d'un souvenir avait paru jeter un trait de lumière sur un cas assez noir pour décourager toute tentative d'explication : " Une fois, devant moi, il y a trois ans, il avait mal parlé de de Gaulle : mauvais signe, qui ne présage rien de bon ! "

Un langage aussi innocent montre assez combien le général de Gaulle peut être mal servi par ses plus notables zéloteurs. Les Français, eux, sont avertis. S'ils parlent mal du général, c'est-à-dire sans doute s'ils font quelque réserve sur sa politique ou les moyens de cette politique, ce peut être le signe qu'ils vont bientôt cesser d'être Français. Mais s'ils parlent mal du pacte atlantique, c'est-à-dire s'ils font quelque réserve sur ses conséquences ou sur son mode d'emploi, ne serait-ce pas le signe qu'ils peuvent tout à coup cesser également d'être Occidentaux, humanistes ou chrétiens ?

De telles aberrations ont quelque chose de consternant. La France a besoin d'armes ? Oui, certes. Mais pour porter les armes et s'en servir utilement, s'il le faut, il serait bon d'avoir d'abord la tête et le cœur en place.

## La succession de M. Etienne Gilson au Collège de France

Le Monde, LM, 13 mars 1951

M. Etienne Gilson a pris, comme on le sait, sa retraite de professeur au Collège de France. La chaire d'histoire de la philosophie au moyen âge qu'il y occupait se trouve donc vacante. Les professeurs du Collège de France se sont réunis dimanche pour se prononcer, selon l'usage, sur remploi à venir des crédits qui lui étaient affectés. L'assemblée était placée devant trois solutions possibles : supprimer la chaire, la maintenir ou la transformer. C'est cette dernière qui a été retenue. Il a été décidé en effet de créer une chaire d'" histoire et technologie des systèmes philosophiques ". Après approbation par le ministre, l'assemblée aura, dans quelques mois, à proposer deux candidats. Parmi ceux dont les noms pourraient alors être prononcés figure M. Martial Guérout, qui, après avoir professé à la faculté des lettres de Strasbourg, enseigne actuellement à la Sorbonne la philosophie moderne. M. Guérout est l'auteur d'ouvrages nombreux sur l'histoire de la philosophie. Sa thèse de doctorat extrêmement importante avait été consacrée à Fichte.

# Les professeurs du Collège de France confèrent l'honorariat à M. Etienne Gilson

Le Monde, 27 décembre 1956

Les professeurs au Collège de France, réunis en assemblée générale, ont évolué les circonstances dans lesquelles l'honorariat avait été refusé à M. Etienne Gilson, en 1951, lors d'une précédente assemblée.

Ils ont décidé à la quasi-unanimité - la proposition ne rencontrant aucun vote hostile - de demander à M. Billères, ministre de l'éducation nationale, que cet honorariat soit aujourd'hui conféré à leur ancien collègue.

Les professeurs au Collège de France se sont d'autre part prononcés en faveur de la création d'une chaire d'archéologie et de philologie égyptiennes, qui serait confiée à M. l'abbé Etienne Drioton, ancien directeur des Antiquités en Égypte.

[On se rappelle que pendant les premiers mois de 1951 une violente campagne de presse fut déclenchée contre M. Etienne Gilson, ancien sénateur et membre de l'Académie française. Lorsqu'il demanda à prendre sa retraite au Collège de France avant de se rendre aux États-Unis, où il fit une série de conférences universitaires, puis au Canada, l'honorariat lui avait été refusé. La majorité requise étant de 17 suffrages, il n'en obtint que 16 - 9 de ses collègues s'étaient prononcés contre, 7 avaient déposé des bulletins marqués d'une croix.

Les adversaires de M. Etienne Gilson, sur la foi d'accusations portées contre lui par M. Waldemar Gurian, Américain d'origine allemande, professeur à l'université de Notre-Dame (Indiana), voyaient en lui le champion du " neutralisme " et un détracteur systématique du pacte atlantique. M. Waldemar Gurian avait ajouté que M. Gilson avait affirmé " ne pas vouloir rentrer en France ". Celui-ci démentit ce propos et tint à préciser une dernière fois dans le Monde sa position sur les problèmes internationaux, notamment sur la politique atlantique, qui, écrivait-il, " s'est jusqu'ici trompée sur sa fin et sur ses moyens " (1).

Comme il arrive, Etienne Gilson et le Monde avaient tort d'avoir raison trop tôt On ne s'étonnera guère que des polémistes qui les accusaient couramment de trahison parce qu'ils osaient critiquer tel ou tel aspect de la politique américaine s'en prennent maintenant à celle-ci avec le plus d'amertume et de violence.

Il est heureux en tout cas que les professeurs du Collège de France, aujourd'hui mieux informés, aient tenu à réformer, après mûre réflexion, une décision enlevée naguère à la hâte et d'une criante injustice.]

---

(1) Voir le Monde du 22 février 1951.

# À propos de l'honorariat conféré par le Collège de France à M. Etienne Gilson

Le Monde. 2 janvier 1957

Nous avons reçu de M. Marcel Bataillon, administrateur du Collège de France, la lettre suivante :

L'information et les commentaires que vous avez publiés dans votre numéro du 27 décembre 1956 sous le titre: " Les professeurs du Collège de France confèrent l'honorariat à M. Etienne Gilson ", appellent de ma part une protestation et une mise au point :

1o Ni en 1951 ni en 1956 le Monde n'aurait dû avoir communication de détails numériques de votes émis à l'assemblée du Collège de France, détails qui n'ont à être connus que des membres de l'assemblée et des quelques fonctionnaires par les mains desquels passent nos procès-verbaux de séances. Nos élections ne sont pas des élections académiques, elles ne se font pas en public comme celles de l'Institut. Le résultat seul en est public quand il aboutit à une nomination. Peut-être le Monde hésiterait-il à publier des chiffres de scrutin s'il savait qu'ils lui sont indûment communiqués.

D'autre part, dans le cas présent, il est regrettable que votre information concernant l'honoriat de M. Gaston soit prématurée sans être très fraîche. C'est, le 25 novembre que le Collège de France a fait la proposition qu'une indiscretion vous a révélée un mois plus tard, et dont la ratification ministérielle n'a pas encore été portée à ma connaissance. Vous auriez pu aussi bien attendre, pour en parler, que la nomination de M. Gilson comme professeur honoraire parût à l'Officiel, dans quelques jours sans doute ;

2o Votre commentaire sur le refus de l'honorariat en 1951 " décision enlevée a la hâte ", et heureusement " réformée " en 1956 " après mûre réflexion ", déforme la réalité en l'interprétant de façon purement politique. Cette déformation est aggravée dans d'autres journaux qui résument plus ou moins honnêtement le Monde sans le citer, bien qu'ils n'aient pas d'autre source d'information en la matière. C'est ce qui me décide à une mise au point. Il est exact que nombre de professeurs du Collège de France ont été irrités en 1951 de voir le nom de leur collègue Gilson livré en proie aux journalistes des deux mondes en raison d'une activité civique très digne de respect, sans doute, mais qu'ils appréciaient diversement. En réalité ce n'est pas seulement cela qui a motivé alors, avec des " votes hostiles ". un nombre exceptionnel d'abstentions déclarées. Car tel est le sens des " bulletins marqués d'une croix ". qui doivent être un mystère (d'iniquité) pour vos lecteurs non informés de nos usages. Il faut savoir que M. Gilson n'avait cru devoir donner - c'était son droit strict - aucune explication à ses collègues sur les motifs, également très respectables, qui le décidaient à alléger sa lourde tâche et à l'alléger en demandant sa mise à la retraite anticipée comme professeur du Collège, après avoir cumulé avec sa chaire, pendant plusieurs années, un enseignement semestriel dans une université canadienne. Dans presque toutes nos élections il y a quelques bulletins blancs marqués d'une croix, par lesquels des professeurs scrupuleux manifestent leur incertitude. L'assemblée, consultée en 1951, comme elle l'est automatiquement chaque fois qu'un professeur est mis à la retraite au sujet de la nomination de M. Gilson comme

professeur honoraire, ne " refusa " pas l'honorariat, mais, par suite de l'absence de quelques-uns et de l'incertitude d'un plus grand nombre (dont certains auraient voté autrement s'ils avaient prévu le résultat du vote), ne trouva pas dans son sein une majorité pour cette proposition. Il eût suffi qu'un incertain votât " oui " pour que l'honorariat fût acquis et que la presse ne s'occupât jamais de cette affaire.

En 1956, le successeur de M. Gilson prenant l'initiative d'une nouvelle proposition, parce qu'il estimait, comme beaucoup de ses collègues, que l'absence du nom de ce grand savant sur la liste de nos professeurs honoraires était encore plus regrettable pour le Collège de France que pour M. Gilson lui-même, il était normal que l'accident de 1951 fût réparé par un vote quasi-unanime.

Sans vouloir nier toute incidence des circonstances politiques sur le premier vote (il est souhaitable, mais difficile de soustraire à ces incidences des votes concernant des professeurs qui sont en même temps des citoyens politiquement militants), le contraste entre le scrutin de 1951 et celui de 1956 s'explique sans recourir aux fluctuations de l'opinion française au sujet de la politique atlantique.

Je vous serais très obligé de bien vouloir publier cette lettre, qui n'aurait pas été nécessaire si le Monde ne s'était pas occupé de détails de scrutin non destinés à la publicité. Marcel Bataillon, Administrateur du Collège de France.

[Sur le premier point nous nous excusons de ne pouvoir partager entièrement l'avis de M. Marcel Bataillon. Le Collège de France a évidemment le droit de ne pas livrer ses délibérations à la publicité. Mais un journal a pour mission d'informer ses lecteurs aussi complètement que possible, tout en observant dans chaque cas la réserve qui convient. En l'espèce, le Monde s'est bien gardé de divulguer l'attitude adoptée par tel ou tel des membres du Collège de France. Il s'est borné à une comparaison qui lui paraissait très significative des deux scrutins.

Sur le sens de ces scrutins il semble qu'au fond nous soyons bien d'accord avec M. Marcel Bataillon, puisqu'il veut bien admettre l'" incertitude d'un plus grand nombre ", conséquence d'une information manifestement insuffisante et, - plus ou moins forte - " une incidence des circonstances politiques sur le premier vote ".

M. Marcel Bataillon ajoute que l'absence du nom de M. Etienne Gilson sur la liste des professeurs honoraires du Collège de France aurait paru à beaucoup " encore plus regrettable pour le Collège de France que pour M. Gilson lui-même ". De l'extérieur nous ne nous serions pas sentis en droit d'aller jusque-là. Mais l'administrateur du Collège de France doit être sincèrement remercié de donner ainsi à un regrettable " accident " un épilogue qui est à l'honneur de tous.]

## L' affaire Gilson

Par A. F., LM, 22 septembre 1978

Etienne Gilson avait collaboré régulièrement au Monde du 9 janvier 1945 au 29 septembre 1950. Ses premiers articles étaient inspirés, pour la plupart, par son expérience américaine et

canadienne. C'est cette expérience qui le poussa, en 1948-1949, à poser sur le pacte atlantique en négociation quelques questions qui devaient provoquer des remous d'une incroyable violence. Ne contestant pas la volonté du président Truman et du département d'État de soutenir les pays d'Europe avec lesquels les États-Unis, pour la première fois de leur histoire, s'apprêtaient à conclure, en temps de paix, un traité d'alliance, il doutait fortement de la possibilité pour le Sénat de prendre à l'avance un engagement d'intervention armée. Il avait raison : le pacte tel qu'il a été conclu laisse aux États-Unis le soin de déterminer de quelle façon ils viendront en aide à leurs alliés victimes d'une agression. Et c'est précisément parce qu'un doute subsiste à cet endroit que la France s'est dotée, par la suite, d'un armement nucléaire.

### **Le " neutralisme "**

Les pays d'Europe risquaient ainsi, de l'avis de Gilson, de se trouver plus menacés par l'U.R.S.S., du fait de leurs liens proclamés avec les États-Unis, sans pour autant être absolument assurés de leur assistance. Il avait donc osé se demander si, dans ces conditions, la solution d'une neutralité armée de l'Europe ne mériterait pas d'être étudiée. Il avait dans l'esprit la situation de la Suède et de la Suisse, qui, malgré toutes les pressions de l'extérieur, avaient, grâce en partie à l'importance de leurs moyens militaires, réussi à préserver pendant deux guerres mondiales une neutralité qu'elles étaient décidées à conserver au cas où la guerre froide deviendrait chaude. Il estimait même, dès novembre 1949, qu'il faudrait faire sa place, dans cette Europe, à une Allemagne réarmée. Quelques jours plus tôt, l'Assemblée nationale avait voté un ordre du jour excluant tout à la fois le réarmement de la République fédérale et son admission dans le pacte atlantique : on sait ce qu'il est advenu de cette belle résolution.

Quand on relit aujourd'hui les articles de Gilson et les commentaires qu'ils ont provoqués, la mauvaise foi de ses détracteurs ne peut pas ne pas sauter aux yeux. Il avait demandé qu'on n'écarte pas du champ des éventualités possibles celle d'une neutralité armée de l'Europe : il devenait, sous leurs plumes, le " Champion du neutralisme ". Autrement dit du défaitisme, du refus de se battre. Son hostilité au communisme était entière : il en devenait le complice.

### **Langage gaullien**

Le 7 septembre 1950, le pacte signé et ratifié, Etienne Gilson constata, un peu amer, dans un article du Monde, l' " échec " de ses efforts. " Évidemment, écrit-il, l'idée d'une Europe assez forte pour rester libre de sa politique et garder la liberté de ses armes n'entre pas dans une tête française. " On est en droit de trouver ce langage assez gaullien... Très affecté par la perfidie des attaques lancées contre lui, coïncidant avec un douloureux deuil familial, il cessa d'écrire pour reprendre, comme chaque année, les cours qu'il donnait au Canada depuis 1926. Il n'en fallait pas davantage pour que les bien-pensants de l'époque parlent de la fuite du traître. Un professeur américain d'origine allemande, citant des propos tenus en privé par Etienne Gilson à un tiers qui devait les démentir, alimentait les campagnes de ses détracteurs, et un hebdomadaire, aujourd'hui disparu, posait, en première page, la question : " M. Gilson a-t-il renoncé à la France ? ", suggérant qu'il abandonnait son pays et ses compatriotes menacés par l'imminente invasion soviétique.

Le Collège de France lui refusait l'honorariat, et son propre parrain à l'Académie française, Pasteur Valléry-Radot, allait jusqu'à souhaiter son exclusion de la compagnie. Dans des lettres aussi nettes que dignes, Gilson remettait les choses au point, et Hubert Beuve-Méry pouvait constater, le 10 mars 1951 dans le Monde, que l'affaire tournait à la confusion des accusateurs. En 1956, le Collège de France, sur l'initiative du successeur d'Etienne Gilson, conférait à ce dernier, à la quasi-unanimité, l'honorariat qu'il lui avait refusé en 1951. M. Marcel Bataillon, administrateur au Collège, tout en contestant que " les fluctuations de l'opinion française " aient expliqué ce qu'il appelait l' " accident de 1951 ", écrivait à notre journal : " L'absence du nom de ce grand savant sur la liste de nos professeurs honoraires était encore plus regrettable pour le Collège de France que pour M. Gilson lui-même ". La page était définitivement tournée sur une affaire où la bassesse l'avait constamment disputé à la passion.

## Un regard sur la terre, le ciel et le temps

Etienne Gilson, membre de l'Académie française, professeur honoraire au Collège de France, docteur honoris causa de diverses universités, est décédé mercredi 19 septembre à Cravant, dans l'Yonne, où il résidait. Il avait quatre-vingt-quatorze ans. Ses obsèques seront célébrées vendredi, à la cathédrale d'Auxerre. L'écrivain catholique Jean de Fabrègues et notre collaborateur Jean Lacroix rendent hommage, ci-dessous, au maître de l'histoire de la philosophie médiévale, à l'auteur d'un livre d'une merveilleuse tendresse sur Abélard et Héloïse, et au grand connaisseur de tous les arts. Etienne Gilson ne s'était pas pour autant désintéressé de la vie publique. Ancien combattant de 1914-1918, il fut sénateur M.R.P. après la libération et donna au " Monde " des articles, dont certains, consacrés au pacte atlantique, devaient susciter une campagne dont la violence est aujourd'hui bien difficile à comprendre.

Par JEAN DE FABRÈGUES, LM, 22 septembre 1978

Une des dernières images que je garde d'Etienne Gilson paraît assez symbolique. La séance de réception d'un de ses confrères à l'Académie française venait de s'achever, on se congratulait dans un salon proche. Gilson était assis, comme sur un banc, jambes écartées, mains puissantes sur les cuisses. Il est peu concevable qu'un banc ait sa place en un tel lieu. Pourtant, il était comme sur un banc, ainsi qu'un paysan, devant sa maison, regarde la terre et le ciel, il regardait le Paris des lettres et du monde qui passait sous ses yeux.

C'était au temps où il venait de s'engager, avec une calme ardeur, dans quelques-uns des aspects les plus vifs des polémiques post-conciliaires : refus d'abandonner le consubstantiel, qu'il tenait pour irréductible aux formules qu'on lui substituait ; débats sur le célibat sacerdotal ou l'usage du latin dans les rites. Gilson dénonçait là ce qu'il nommait une " chronolâtrie ", une idolâtrie du temps, à quoi il opposait cette pensée simple : Hegel vient dans l'histoire des idées après Aristote et saint Thomas, cela ne prouve pas qu'il soit plus vrai ni meilleur. Nous échangeâmes quelques propos sur ces thèmes : les larges mains, le torse puissant, le regard pénétrant du philosophe, regardaient passer le monde. Il m'enseignait la paix certaine de ce qui est au-delà du temps, au cœur de l'être.

Chronolâtrie : le mot était de Jacques Maritain. Gilson, Maritain ; ces deux hautes ombres sont inséparables à l'origine de ce qu'il faut bien appeler la redécouverte de saint Thomas, à l'aube

du siècle qui s'achève. Redécouverte : car l'entrée en lice d'Etienne Gilson sur le terrain des études thomistes avait été tout autre chose que la continuation d'une tradition. L'homme, qui avait été un petit élève du séminaire Notre-Dame-des-Champs et avait découvert là, non une vocation sacerdotale qu'il n'eut jamais mais une vocation universitaire, n'avait reçu le thomisme ni de ses maîtres ni de personne.

Il a peint avec sa verdeur tranquille l'imbroglio éclectique et incohérent qu'était devenu avec le temps l'enseignement de la philosophie scolastique : un idéalisme aussi éloigné de la rude rigueur des grandes questions philosophiques qu'ignorant des problèmes posés par le développement des sciences.

Résolu à devenir professeur de l'enseignement d'État - lui qui prendrait avec tant de vigueur le parti de l'école non seulement libre mais catholique, - Gilson refusa la salade de " détritissés " qui se présentait sous le nom de scolastique et la méthode, alors trop en usage, qui réfutait les philosophies modernes sans les connaître. Il décida d'aller chercher la philosophie chrétienne là où elle était, c'est-à-dire dans son histoire, des Pères et de saint Augustin jusqu'à saint Thomas et ses successeurs.

Un historien de la philosophie du Moyen Âge était né, qui l'enseignerait dans l'université d'État, et ne le ferait pas de seconde main, mais trouverait sa manne dans une reprise et une nouvelle étude des textes que personne ne lisait plus, de leur sens obnubilé par six siècles désireux d'une perpétuelle " conciliation " avec les philosophies " nouvelles ", quelles qu'elles fussent et quelque contradictoires qu'elles fussent.

Ainsi débutait une carrière qui conduirait Etienne Gilson de l'université de Strasbourg à la Sorbonne, au Collège de France, à l'Académie française enfin, mais aussi à l'Institut des études médiévales de Toronto et aux universités américaines ou aux Gifford Lectures d'Aberdeen, sans compter des incursions dans tous les lieux où la philosophie s'enseigne, y compris l'U.R.S.S. Ainsi surgirent ces livres immenses qui ont totalement renouvelé la connaissance de l'histoire intellectuelle du Moyen Âge, et qui portent souvent des titres modestes dissimulant l'ampleur de leur dessein : de l'introduction à l'étude de saint Augustin (1) à la Philosophie de saint Bonaventure (1), du Thomisme (1) à l'Histoire de la philosophie médiévale (2) toujours reprise et augmentée, et à la fresque monumentale et synthétique de l'Esprit de la philosophie médiévale (1).

### **L'apologiste du " réalisme "**

On n'entrera évidemment pas ici dans un exposé de ces immenses travaux. Autour de leurs grands axes s'ordonne toute une série d'ouvrages qui en ramassent le sens sur un point majeur comme le Réalisme méthodique pour le problème de la connaissance ou Christianisme et Philosophie (1) pour la défense de l'existence d'une philosophie chrétienne. Là sont, en effet, sans doute, les deux clés de la pensée d'Etienne Gilson, dont, d'ailleurs il ne faisait pas ses thèses personnelles, mais où il voyait le bien commun d'une pensée chrétienne cohérente.

Contrairement à la vision qui a dominé depuis Descartes, la pensée n'est pas première dans la vie des hommes. Ce qui est premier, c'est la rencontre avec les choses, avec un monde extérieur, c'est le sensible. Qui commence de philosopher à l'intérieur de la pensée ne pourra plus jamais parler d'autre chose que de la pensée : comment en sortir si elle n'est pas née d'un

contact quelconque avec le monde, avec les choses ? Pour attester de la vérité de la pensée, Descartes sera conduit à invoquer la garantie de Dieu, qui ne peut vouloir nous tromper ; cercle vicieux qui ne permettra plus de trouver un fondement à la véracité de la prise humaine sur le monde.

Si c'est Dieu qui authentifie la pensée, qu'est-ce qui authentifiera Dieu ? Si c'est la pensée, elle ne parle que d'elle-même. S'il n'y avait pas de choses il n'y aurait pas de connaissance. Pour que la pensée connaisse en acte, il lui faut du sensible, donc des choses. Il est toujours possible et nécessaire de vérifier ensuite les méthodes qui assurent à la pensée une prise authentique sur les choses, mais si les choses - même mal ou incomplètement saisies - ne sont pas là dès le premier pas de la pensée, celle-ci ne s'ouvrira jamais sur le monde. Tel est le réalisme méthodique dont Gilson retrouvait la voie exigeante chez saint Thomas, au-delà de tous les idéalismes postérieurs.

La seconde thèse majeure d'Etienne Gilson sera qu'il existe une philosophie chrétienne, une manière de philosopher spécifiquement chrétienne. Ce n'est pas sans une nuance d'ironie que Gilson évoque, dans un livre qui dépasse l'autobiographie : le Philosophe et la Théologie (3), ses maîtres de Sorbonne qu'on disait catholiques, mais dont l'enseignement apparaissait totalement étranger à leur foi. Les philosophes du Moyen Âge, d'Anselme à Bonaventure, de Thomas d'Aquin à Duns Scot et même Ockham, avaient des philosophies divergentes, parfois en un ou plusieurs points contradictoires ; elles avaient toutes pourtant un point commun : c'est qu'elles étaient chrétiennes.

En étaient-elles moins des philosophies ? Certains ne manquaient pas de le dire et, d'Emile Bréhier à Léon Brunschvicg, les grands noms des maîtres de Sorbonne le professaient ouvertement contre leur collègue Gilson. La querelle fut rude, avec de vifs engagements à la Société thomiste et jusqu'à la Société française de philosophie. Gilson y tint ferme la thèse de Christianisme et Philosophie qui dominait sa propre existence : le christianisme fait tout autre chose qu'apporter des limites aux philosophes. En leur proposant les données de la Révélation sur Dieu et sur le monde, il ouvre à leur réflexion des horizons féconds ; en leur apportant des lumières sur la situation concrète de l'intelligence humaine blessée par le monde du péché, mais toujours appelée à connaître les hautes fins de la vie éternelle, il situe la besogne philosophique dans un réalisme clairvoyant sur la condition humaine. Le chrétien philosophe lui-même ne peut pas oublier qu'il conduit sa besogne sous la motion et avec l'aide de l'Esprit saint auquel il croit et qu'il prie.

Ainsi engagée au plein des problèmes de son époque, comment la vie de Gilson eût-elle été étrangère à ses aspects politiques ? Christianisme et Philosophie s'achevait sur un acte de fidélité " au service du Christ roi ". Dès 1936, Gilson en avait développé les conséquences dans une série d'articles à l'hebdomadaire Sept, où il dénonçait " l'État païen " montant, mais où, surtout, il appelait les catholiques, en une formule qui se suffit, à être " présents partout, mais partout tout entiers ", à se mettre au service d'une action sociale qui n'était pas nouvelle, à bâtir une école résolument catholique. Réunies en volume sous le fier titre Pour un ordre catholique, c'est dans ces chroniques qu'on trouve la savoureuse formule prêtée par lui aux universitaires laïcistes : " La métaphysique est réactionnaire. Un métaphysicien peut être un penseur estimable, mais on n'a pas besoin de lui... Il ne sera jamais sûr comme homme de gauche. " Sénateur (M.R.P.) après la libération, Gilson ne s'attardera pas en politique, mais

brossera un tableau des Métamorphoses de la cité de Dieu (4). Il s'achève sur la constatation que, à mesure que les royaumes de la terre devront s'unir pour répondre à des intérêts de moins en moins particuliers et de plus en plus hauts, ils devront reconnaître l'apport de l'enseignement de l'Église, mais surtout ne pas se prendre eux-mêmes pour l'Église. On l'entendra, à la tribune d'un des premiers congrès européens à Rome, dire la nécessité d'une construction européenne.

Si la philosophie est, par un côté, doctrine et technique, elle est plus encore recherche et lecture du sens de la vie. Combien plus cela sera-t-il vrai pour un Gilson, engagé dans l'entreprise philosophique au départ d'un déchiffrement chrétien de cette vie. Si les grandes figures des philosophes marquent les étapes de cette philosophie sur l'existence, d'autres figures ne les expriment pas moins ; dans le Moyen Âge culminant ou finissant, un Dante, un Abélard, traduisent un peu plus que la philosophie : ce qu'elle dit au ras de la vie ou, au contraire, dans une expression symbolique où la Pensée se dépasse elle-même pour se transmuier en Beauté.

Le philosophe, qui consacrera aux Arts du beau (1) un des livres où il s'est le mieux laissé lui-même parler, tourne donc vers Dante comme vers Abélard un regard interrogateur. Avec le premier il conduit un fraternel dialogue : la Divine Comédie est thomiste et la beauté est, là, parole théologique. Mais Abélard ? Le livre que Gilson lui a consacré est particulièrement représentatif de son esprit et de son ton. Abélard a déjà fait sien le " suivre la nature " de Sénèque, qu'Érasme relèvera à son tour.

Est-ce dire qu'Abélard est le premier homme moderne, Héloïse la première femme moderne ? Sottise, répond Gilson. Leur histoire est de bout en bout une histoire chrétienne. Elle menace une des institutions typiques du Moyen Âge, mais de l'intérieur du christianisme : Héloïse dénonce dans la Règle monastique un retour de judaïsme, dans le souci des œuvres et des observances la méconnaissance de la valeur de l'intention ; Héloïse écrit froidement ces choses en plein douzième siècle. Il n'est donc pas possible d'inscrire entre le Moyen Âge et la Renaissance cette séparation absolue qu'on avait voulu faire.

Ici paraît un troisième axe majeur de la pensée de Gilson : il achève son livre sur Abélard par la démonstration qu'il n'y aurait pas eu d'humanisme de la Renaissance s'il n'y avait eu l'humanisme médiéval, comme il avait montré que Descartes avait puisé sa pensée dans la scolastique sans la saisir tout entière : Gustave Cohen et le grand Lucien Febvre, dans son livre majeur sur l'incroyance au seizième siècle et la religion de Rabelais, versaient au dossier dans le même temps des arguments de même sens.

Qui croirait que, de cette œuvre fondée sur une érudition extraordinaire et universelle (Gilson pratiquait cinq ou six langues vivantes), la chaleur et le cœur sont absents ferait singulièrement fausse route. Peut-être est-ce lorsqu'il traitait des apports de l'art et de la sainteté que Gilson se livrait le mieux. Que la veine mystique était chez lui éminente, celui qui l'a vu pleurer à chaudes larmes en lisant le Traité de l'amour de Dieu de saint Bernard le sait. L'objet même de l'art s'apparente au divin, l'univers de l'artiste ressemble à celui du contemplatif, puisque " chaque chose y est le signe d'une autre qu'elle est déjà sans l'être tout à fait, et que l'art a pour fonction de réaliser ".

Nous voilà à la frontière des querelles linguistiques d'aujourd'hui où Gilson s'est engagé dans son combat sans relâche, comme il s'était engagé dans la bataille de l'existentialisme. Ainsi qu'il avait refusé alors de voir dans l'existence une maladie puisque, au contraire, l'univers a une durée et une histoire où jaillissent sans cesse des " essences nouvelles ", de même il refusera d'abandonner les sciences du langage à une pure technique de son matériel ignorante du sens qu'il porte, puisque c'est tout l'être du langage que d'être là pour porter un sens.

Telle a été jusqu'en ses dernières années l'étonnante présence à l'esprit de son temps de cet homme aux racines entées dans la terre médiévale qu'il jugeait toujours vivante.

Qui regarde cette œuvre en apparence faite de réflexion sur ce qui fut ne peut qu'être frappé d'y voir se dégager quelques points centraux, où plus d'un jeune philosophe d'aujourd'hui reconnaîtra ses soucis. C'est d'abord l'affirmation qu'une science se promettrait à l'échec si elle voulait appliquer sa méthode à toutes les formés et à la totalité du réel, qu'il conviendrait donc de parler d'un discours sur les méthodes plutôt que d'un discours sur la méthode, comme l'a fait Descartes. Plus réalistes encore que le Moyen Âge ne l'a été, il convient donc que nous rendions à chaque ordre du réel ce qui lui est dû, en sachant que la méthode qui mesure ne parvient pas à rendre compte encore moins à épuiser, tout ce qui fait la réalité du monde.

Nos jeunes métaphysiciens (qui refusent d'être ainsi nommés) en désignant toujours un impensé, un autre, un original, un immémorial, sont les meilleurs témoins de l'échec de ce que Merleau-Ponty nommait " la petite raison " à tout dire de l'univers en un seul type de relations. Le vieux penseur qui vient de partir évoquait le témoignage des hommes de science pour marquer qu'on ne peut savoir comment on connaît les choses avant de les avoir connues, et qu'ainsi paraissait combien le réel est inépuisable. Il ajoutait que, pour comprendre la connaissance humaine, il faudrait d'abord comprendre pourquoi l'homme a le désir de comprendre. Il ouvrait par là sur nos actuelles philosophies du Désir.

Ce grand amour de l'Intelligence aimait assez sa Béatrice pour avoir appris d'elle comment elle pouvait se donner tout entière en ne se livrant qu'aux rythmes de nos demandes. Au-delà commence l'immense royaume du Beau et du Vrai, où Gilson habitait déjà par Bach et par Mozart, par Dante et par Racine, comme par la Somme de saint Thomas et par la prière. " L'amour divin aux prises avec lui-même dans un cœur douloureusement divisé " entre le renoncement total et le génie créateur était, pour l'auteur de Dante et la philosophie, le lieu le plus haut où l'homme puisse lire l'homme. C'est aussi la vie qu'il nous a donné à voir - et c'était bien un don.

---

(1) Librairie Vrin.

(2) Éditions Payot.

(3) Éditions Fayard.

(4) Louvain et Vrin (1952).

# Du petit séminaire à l'Académie française

Le Monde, 22 septembre 1978

Etienne Gilson était né à Paris le 13 juin 1884. Après des études secondaires au petit séminaire de Notre-Dame-des-Champs, puis au lycée Henri-IV, il s'oriente vers la philosophie et passe le concours de l'agrégation. Il est professeur jusqu'en 1914. Mobilisé au début des hostilités, il est fait prisonnier en février 1916.

La guerre terminée, il poursuit sa carrière dans l'enseignement supérieur. Il est successivement professeur d'histoire de la philosophie à l'université de Strasbourg (1919), professeur d'histoire des philosophies médiévales à la Sorbonne (1921), professeur d'échange à l'université libre de Bruxelles (1923), puis à Harvard (1926) où il est professeur titulaire de philosophie médiévale (1927). En 1929, il est cofondateur et directeur d'études de l'Institute of Mediaeval Studies de Toronto (Canada).

De 1932 à 1951, il est professeur de l'histoire de la philosophie du Moyen Âge au Collège de France, Docteur honoris causa de nombreuses universités étrangères, membre associé d'au moins huit académies d'Europe et d'Amérique, Etienne Gilson est élu à l'Académie française, le 24 octobre 1946, au fauteuil d'Abel Hermant.

Parmi la trentaine d'ouvrages dont il est l'auteur, en majeure partie consacrés à la scolastique et aux différents courants dont elle a fini par triompher, il convient de citer son admirable étude sur Héloïse et Abélard, la Philosophie au Moyen Âge, la Philosophie de saint Bonaventure, le Thomisme, Jean Duns Scot, introduction à ses positions fondamentales, la Philosophie mystique de saint Bernard, la Philosophie, étude de la pensée médiévale dans la formation du système cartésien, Introduction aux arts du beau, etc. Il était grand officier de la Légion d'honneur et titulaire de la Croix de guerre 1914-1918. De 1947 à 1948, il avait été conseiller de la République (M.R.P.).